

Plus que jamais : grève générale pour l'abrogation de la loi contre les retraites !

Pendant des mois, les dirigeants syndicaux CFDT-CGT-FO-UNSA... ont discuté avec le gouvernement de son projet qui n'était pas négociable. Puis, depuis le 19 janvier, leur « intersyndicale » a fait signer une pétition et a convoqué 8 journées « de grèves et de manifestations ». Face à la rage qui monte, certains chefs syndicaux (CGT, FO, SUD, UN-SA...) et leurs adjoints (PCF, LFI, LO, NPA, RP, UCL...) ajoutent des soupapes de sûreté : actions minoritaires sur les voies de communication, grèves reconductibles isolées de certains secteurs (SNCF, raffineries, ramassage des ordures...), refus de surveillance des épreuves du bac, etc.

Dans le même temps, les partis réformistes admirateurs du général de Gaulle (PS, PCF, LFI) ont cherché au Parlement à amender un projet de loi inamendable. Tout cela n'a bien sûr nullement empêché le gouvernement d'arriver au terme de son calendrier pour faire adopter sa contreréforme. Cependant, l'accord avec LR étant trop fragile pour garantir une majorité certaine, Macron et Borne ont décidé le 16 mars de recourir à l'article 49.3 de la constitution gaulliste, tout comme ils s'en sont servis déjà 10 fois en moins d'un an pour faire passer leurs budgets, tout comme ils se sont servis des articles 47.2 et 44.3 pour contraindre et limiter les discussions sur ce projet. Et ce n'est pas en chantant *La Marseillaise* dans l'hémicycle le 16 mars accompagnés par les députés RN qu'ils vont faire trembler la bourgeoisie !

Cependant, des milliers de travailleurs et d'étudiants ne l'entendent pas de cette oreille. Le 16 mars au soir, ils se rassemblent spontanément à Paris et dans de nombreuses villes. Eux ne chantent pas *La Marseillaise*, mais crient : « *L'assemblée peut bien voter, la rue va le retirer !* », « *Emmanuel Macron, président des patrons, on vient te chercher chez toi !* ». Les corps de répression les dispersent partout avec violence.

Depuis, les flics s'en prennent aux piquets de grève tandis que le gouvernement réquisitionne les éboueurs grévistes de Paris et les travailleurs de raffineries et dépôts. Un point sur lequel le gouvernement, LR et le RN sont d'accord. Depuis, la place de la Concorde et les Champs Élysées sont interdits pour tout manifestant et la police réprime partout. Le Pen plaint les policiers (21 mars).

Le PS, le PCF et LFI ne veulent pas de la grève générale qui est le plus sûr moyen de préserver les retraites, d'augmenter les salaires, d'ouvrir la voie d'un gouvernement des travailleurs. Cela les conduit à des blocs sans principe et à semer des illusions dans la 5^e république. Hier, c'était tout (y compris Macron) plutôt que Le Pen ; maintenant, c'est dehors Borne (même avec Le Pen).

Le 20 mars, ils font bloc, au nom de l'efficacité, sur une motion de censure dite « transpartisane » avec les voix de

partis bourgeois EELV, LIOT, du RN et des dissidents de LR. Celle-ci ayant été rejetée à quelques voix près, la loi est adoptée.

Le PCF en appelle au référendum (RIP) et au Conseil constitutionnel (qui n'est pas plus démocratique que le 49.3)

Contre la grève générale, tous font croire que des bulletins de vote (lors d'un référendum ou d'élections anticipées), feront mieux que la force unie des travailleurs.

LFI s'en remet à la sagesse de Macron : « Soit il retire sa réforme pour être raisonnable, soit il fait appel au peuple » (Mathilde Panot, 20 mars).

Les directions syndicales nagent dans les mêmes eaux troubles :

Duteil (SUD) : « La situation est explosive, il n'y a pas besoin d'en rajouter ».

Teste (FSU) : « Nous en appelons au président de la république pour qu'il prenne la mesure d'apaisement qui s'impose ».

Martinez (CGT) appelle à « reconduire » des grèves, à « généraliser les grèves », à « une consultation citoyenne ».

Les bureaucrates veulent éviter au capitalisme français « l'explosion sociale » (leur lettre à Macron du 7 mars) si bien que l'intersyndicale s'est contentée de décréter une neuvième « journée d'action » le 23 mars. La dispersion, le légalisme, le refus d'appeler à la grève générale laissent la porte grande ouverte à la violence stupide et minoritaire des casseurs et autres Black Blocs.

La démission du fusible Borne, la saisine du Conseil constitutionnel, le référendum sont des leurres qui s'opposent à la lutte de classe prolétarienne. Les « journées d'action » sont impuissantes et les « reconductibles » isolent les secteurs combattifs, divisent la classe ouvrière.

Il n'est pas trop tard. Le gouvernement a sa loi mais il est affaibli par les dissensions au sein de la bourgeoisie. Il faut passer des grèves à *la* grève, ensemble et en même temps. Pas pour « construire » ou « pour durer », mais pour gagner. Il faut que monte l'exigence, dans les manifestations, les syndicats et les assemblées générales :

Non aux réquisitions, à la répression des travailleurs et des jeunes ! Autodéfense contre les flics et les casseurs ! Dirigeants syndicaux, assez de faux-semblants, appelez immédiatement à la grève générale jusqu'à l'abrogation de la loi Macron !

21 mars 2023

